plir par certains de ses amis imprudents, en cherchant à rouvrir à Tourcoing une campagne anti-religieuse.

L'affaire de la Cité des Veuves a été une faute, ainsi que les taquineries de la Commission du Bureau de Bienfaisance, à l'égard des malheureux qui font élever leurs enfants dans les écoles libres.

Assurément, les socialistes de Tourcoing ont applaudi à ces mesures odieuses; mais elles ne pouvaient les satisfaire complètement.

M. Dron n'est plus leur homme, parce qu'il juge que la révolution doit s'arrêter à la question religieuse. L'honorable député est, comme tant de ses collègues, un de ces hommes qui s'imaginent que l'on peut découper la question sociale en petites tranches, abandonnant les parties dont on a que faire pour garder pour soi ce qui vous convient le mieux.

Livrer le curé ou le moine aux haines du parti révolutionnaire, c'est en effet ce qui s'est produit en France depuis 1830.

Or, qu'a-t-on obtenu, sinon des exigences plus grandes encore de la part de gens qui ne sauraient se contenter d'un menu aussi maigre?

Aujourd'hui, les socialistes de Tourcoing, logiques avec eux-mêmes, trouvent que M. Dron n'est plus assez avancé. Il a peur pour sa bourse, et ses adversaires en veulent voir le fond.

Nous ne savons pas encore de quelle façon M. Dron pourra se tirer du mauvais pas dans lequel ses amis eux-mêmes l'ont mis.

Faire une évolution à droite, il ne saurait l'oser; se jeter carrément à gauche, il ne saurait le tenter.

Pris entre deux feux, assis entre deux selles, de toutes façons, M. Dron doit succomber.

Les incidents qui se sont produits au conseil municipal, doivent le faire réfléchir, non pas que les socialistes ne seraient pas disposés, dans un hallotage, à lui donner de nouveau leur voix pour faire pièce à un libéral ou à un catholique; mais parce que l'audace que montre dans les séances les délégués du parti, prouve que les socialistes commencent à se sentir forts et suffisamment puissants pour obliger, à un moment donné, M. Dron à capituler ou à se retirer.

Nous nous bornons pour aujourd'hui, à indiquer les grandes lignes de la campagne électorale qui se prépare à Tourcoing. Nous dirons par la suite, la moralité et le profit que nos amis politiques pourront retirer de cette lutte de Frères qui, par la force des choses, ne tarderont pas à devenir ennemis.

Dédié à Monsieur Deborghère

La Chabrolaise

(Reclame pour la poudre inéfective) (Air: A ma maison)

PREMIER COUPLÉ

Depuis vingt ans notre pays Est gouverné par une clique De frsncs-maçons et de youidis Qui prostituent la République.

REFRAIN

Qui compagnons Nous combattons Pour mettre tous ces voleurs à la porte Sachons lutter Et travailler Pour qu'à l'île du Diable on les exporte.

DEUXIÈME COUPLÉ

D'après ces amis des youpins Rédicax et socialistes Pour être bons républicains Il faut simer les panamistes.

TROISIÈME COUPLÉ

A Fourmies jadis un youpin Fit fuillier les mercenaires Aujourd'hui Jours donne le mein Aux assésins des prolétaires.

QUATRIÈME COUPLÉ

Tous les voleurs du panem Etaiet principlement des youtres A Cayenne ou à Nouméa Qu'on expédie donc ces j... f....

CINQUIÈME COUPLÉ

Ils ont commis tous les excès Pendant qu'ils se sont cru nos maîtres Et ont benni des bons français Alors qu'ils gracieient les tristes.

SIXIÈME COUPLÉ

Pour débarrasser notre patelin De cette vermine anti-françaiso Merchons tous le jour du scrutain Aux accents de la Marseillaise

SEPTIÈME COUPLÉ

Monsieur Dron au Peleis-Bourbon A soutenu toute le sale graino Du ministère de trhisoin Et de défense républicaine.

HUITIÈME COUPLÉ

Lors de la prochaine élection Frnçais rappelle nous sea votes Au cri de Vive la nation Votons tous pour les patriotes.

DERNIER REFRAIN

Peuple debout Brise le joug Que te font subir les valets des loges Plus de menteurs Plus de farceurs Et qu'aux élections on les deloge. Un petit noir à l'orgnon.

Le nouveau directeur du Service des Eaux. — Vendredi, à trois heures de l'après-midi, s est tenu au siège du service des eaux, rue de Lille, l'installation par M. Salembier, adjoint au maire, de M. Edouard Nourier, ingénieur des arts et manufactures, en qualité de directeur de ce service, en remplacement de M. Binet, décédé.

Union Sociale et Patriotique. — Cercle d'études sociales de l'Avant-Garde. — Comme j'ai déjà au le plaisir de vous le dire dans un de mes précédents articles, les membres de l'Avant-Garde veulent mettre en pratique les théories si belles et si bien développées sur l'épargne par notre sympathique président, une société de caisse d'épargne s'était constituée.

Grâce au concours généreux et dévoué de la com-

mission de surveillance, le société commença à fonctionner et chacun est heureux d'apporter tous les samedis sa petite épargne dont le minimum de versement a été fixé pour en rendre l'accès à tous, à vingt-cinq centimes par semaine.

La commission de la caisse d'épargne pour faire fructifier ces modestes versements et afin de donner un intérêt en fin d'années, a décidé dans sa dernière réunion de fonder une coopérative.

Je vous voua sourire et traiter d'illusion et de chimère cette idée de former une coopérative avec de si modiques sommes.

Tel n'est point et c'est ce qui démontre avec beaucoup de netteté un jeune orateur encore inconnu jusqu'à ce jour.

Son thème choisi était « Les coopératives par les petits moyens ».

Le thème sur lequel l'orateur s'étend assez longuement, où les démonstrations qui en sont nécessaires pour prouver les résultats vraiment merveilleux qu'on peut attendre de l'épargne par la coopérative à tenu l'attention de l'auditoire et soulevé ses applaudissements fréquemment répétés.

Qu'il me soit permis d'adresser avec mes félicitations mes sincères remerciements pour le travail que notre jeune collègue a bien voulu nous donner samedi dernier, j'espère que d'autres viendront à son exemple nous donner souvent leurs idées sur cette grave question.

Pour terminer je priais les membres de l'U. S. et P. qui désireraient passer quelques heures parmi les jeunes gens de l'Avant-Garde, et prendre part à leurs travaux de se munir de leur carte d'adhérent en règle.

Les adhérents étant trop nombreux pour les connaître tous, c'est pourquoi nous avons pris cette mesure.

J. WATTEL

MOUVAUX

La dernière séance du Conseil. — Le Maire mis en minorité. — Nos amis ont vu à la dernière séance du Conseil un vœu présenté par les collectivistes a été adopté par 13 voix contre 3. Il s'agissait d'une demande de subside à accorder à l'érection d'un monument en l'honneur des victimes de Fourmies du 1er Mai 1894.

Le mot d'ordre ayant été donné à tous les conseillers collectivistes du département de faire de ce vœu une réclame tapageuse en faveur de leur parti; il était tout naturel que le citoyen collectiviste Décottignies se fasse le porte-parole de la Société. M. Vincent voyant le piège, demanda que la question fut renvoyée à la Commission des finances. Cette motion fut repoussée. — Premier échec de Vincent.

L'adjoint Duhem ne comprenant pas sans doute la portée de ce vœu, proposa de faire circuler une liste de souscription. Immédiatement Vincent fit le gros dos. Il n'en fallut pas davantage pour faire rentrer sous terre l'adjoint Duhem et sa proposition.

Bref, le vœu présenté par nos conseillers collectivistes fut adopté à une forte majorité. — Deuxième échec de Vincent.

Ce dernier battit et pas content lança encore au citoyen Décottignies cette remarquable apostrophe « Ce qu'il y a d'étrange, c'est qu'il avait été convenu, que toutes les propositions auraient été soumises au préalable à l'Administration municipale ». Ce qui veut dire, en bon français, l'Administration municipale c'est moi et vous connaissez tous ma compétence en matière administrative? !)

De l'intéressante déclaration qui précède il ressort clairement que, lors du pacte conclu entre radicaux et socialistes, il avait été expressément convenu que tous nos conseillers seraient pieds et poings liés devant Mossien le Maire et qu'il leur était absolument interdit de faire la moindre proposition sans son consentement.

Le citoyen Décottignies a cru pouvoir passer au-dessus de ses engagements et il n'est même permis de faire le remarque suivante: « Si c'est pour perdre nos propositions aux oubliettes, ce n'est pas la peine de vous en donner connaissance. »

Faut-il conclure de ce qui précède que nos bons Socios, oubliant leurs engagements, vont à l'avenir relever le tête, secouer le joug du grand maître Vincent et ne plus se laisser domestiquer par lui?... Erreur!... Monsieur le Maire domptera nos Décottignies, Demulder, Meschaert et autres Dekyver, comme il a dompté nos Delehayes Demyere etc.

Vous verrez bientôt nos ferochias défenseurs des peuvres prolétaires rentrer dans l'ombre et marcher piteusement comme des agneaux sous la houlette du grand berger Vincent.

Des VALLONS

ROUBAIX

Un nouveau désastre financier. — La ville de Roubaix vient d'être encore ébranlée par la mise en liquidation de la Banque Roubaissienne, société anonyme au capital de 500,000 francs, dont 175,000 francs seulement ont été versés.

Hâtons-nous de dire que, d'après les administrateurs de cette Banque, les déposants ne perdront rien, car l'actif est supérieur au 200,000 francs de dépôts et les rentrées ne seront pas impossibles.

Ce qu'il faut retenir de ce fait, c'est la gêne qui va en résulter pour les petits commerçants de ne pouvoir escompter leurs valeurs aussi facilement que par le passé.

Les petites banques en effet, offrent des avantages plus grands aux petites bourses que les grandes sociétés, où il faut la croix et la bannière pour faire accepter un effet de cent francs.

Si la situation ne s'améliore pas, si les grandes banques se montrent longtemps encore rigoureuses, on ne sait ce qui surviendra. Le commerce ne peut se faire sans crédit et sans confiance.

Or, la crise dont Roubaix souffre, provient précisément du manque de crédit et du manque de confiance de la part de ceux qui détiennent l'argent: Espérons néanmoins que le calme reviendra peu à peu dans les esprits.

Le tyrannisme collectiviste. — Si le collectivisme est bien le plus abominable tyrannie connue jusqu'à ce jour; les collectivistes sont bien les pires tyrans que l'on puisse voir.

Voici une histoire qui vient de nous être racontée par une pauvre femme du peuple, mère de famille. A côté de son domicile habite un libre penseur, fougueux collectiviste ex-gérant d'un pamphlet révolutionnaire, maintes fois condamné pour diffamations et injures envers d'honorables citoyens.

Notre libre-penseur finissait tous ses efforts pour conquérir à ses idées le mer de ses voisins, qui ne comprennent rien à tout ce que lui récitait l'ex-gérant, ne mordait pas à l'hameçon qu'on lui tendait. Le révolutionnaire, voyant l'insuccès de ses démarches, eût bientôt recouru à la moquerie, à la menace et enfin à l'intimidation.

L'ouvrier, simple et honnête mais peu endurant, finit par être fatigué des obligations de son voisin, et un beau jour il lui mit son poing sous le nez, ce qui fit taire immédiatement notre révolutionnaire.

Mais, ce dernier voulut se venger et voici le moyen qu'il employa. Il écrivit une lettre anonyme à l'Administration de l'Assistance publique, où son voisin touchait des secours, et le dénonçait comme un trompeur gagnant largement sa vie.

Mais, il eût le tort de conter sa petite canaglière à un de ses amis qui, bien que socialiste aussi, n'admit pas cette manière de faire; il alla trouver l'intéressé et lui dit tout.

L'administration svertie à temps ne prit aucune mesure contre l'ouvrier honnête, et dans tout le quartier ce fut un tollé général contre le dénonciateur.

L'histoire n'est pas longue, mais elle montre par quels moyens les pauvres ouvriers sont recolés à la libre-pensée et au parti ouvrier.

Et voilà des gens qui n'ont dans la bouche que les grands mots de liberté, de tolérance et d'humanité.....

Les Prévoyants de l'Avenir. — Le tribunal de la Saine vient de rendre un jugement dans le procès des Prévoyants de l'Avenir; on lit que les sections seront convoquées en assemblée par les soins de l'administrateur séquestre, dans les six mois de la publication du jugement.

Le vote aura lieu par tête et au bulletin secret; les sections seront présidées par le président et le vice-président des bureaux existants au 1er novembre 1900.

Les sections dissoutes seront réunies dans leurs anciens locaux sous la présidence d'une personne déléguée par M. Graux.

Les socialistes isolés pourront se réunir au siège central ou bien sur le vu de leur livret, dans la section la plus proche de leur domicile.

M. Graux aura à poser aux socialistes les questions suivantes:

Projet Bouville

Acceptez-vous les modifications proposées par le comité d'études révisionniste pour mettre vos statuts avec la loi du 1er avril 1898 sur les sociétés de secours mutuels?

Projet Chatelet et consorts

Acceptez-vous les modifications suivantes aux statuts?

Suivent les modifications proposées par le comité central.

Tous les membres de l'association auront le droit de présenter à leurs frais un projet de modification de statuts, qui devra être adressé au plus tard dans le mois de la signification du jugement à M. Graux qui jugera s'il doit y faire droit ou non.

Le président du tribunal se réserve cependant de trancher en référé le différend qui pourrait exister entre M. Graux et l'auteur de la proposition.

Après le vote, les procès-verbaux des sections y annexés devront être envoyés dans les vingt quatre heures à M. Graux qui en fera le dépouillement et assurera les formalités nécessaires pour assurer l'exécution des résolutions qui auront obtenu la majorité de l'assemblée générale. Ce jugement est déclaré exécutoire sans caution.

CROIX

Bureau de bienfaisance. — Par décision du Conseil de Préfecture en date du 1er Mars, le citoyen Desbarbieux, Maire de Croix, est condamné à rembourser au Bureau de bienfaisance, la somme de 160 francs, qu'il avait, par ses agissements illicites, fait perdre à cette institution.

Nous en reparlerons dans notre prochain numéro.

La population si paisible de notre commune a été troublée samedi dernier par un incident d'une nature particulière.

A Croix, est venu échouer il y a quelques années, un homme du nom de Jules Guyot.

On prétend qu'il arrivait du Brésil; il fut bombardé d'ambles accablés de la mairie, sans que l'on sache ni pourquoi ni comment.

Si ce fonctionnaire s'était borné à remplir sa mission, personne ne se serait occupé de lui; mais, ne s'est-il pas mis en tête de vouloir remplir à Croix le rôle de redresseur de torts. Doué d'une certaine adresse, ayant surtout de l'audace, il ne tarda pas à prendre une grande influence sur son maire et sur la majorité du conseil composée de peuvres ouvriers, tout heureux de trouver dans la personne de M. Guyot un homme prêt à tout.

M. Guyot profita de la latitude qui lui était laissée, pour s'attaquer à tort et à travers, pour s'immiscer dans les affaires les plus intimes des familles et pour distiller son venin, pour écouler sa bile sur les personnes les plus honorables de Croix et des environs.

Il était devenu ainsi le terreur de la population. Mais les méaventures ne devaient pas lui manquer.

C'est très jolli de faire des personnalités dans la presse, mais tôt ou tard, elles vous retombent sur le nez. C'est ce qui est arrivé à M. Guyot.

Déjà, avec M. Laurenceau, ce fonctionnaire de mairie dut de ne pas être poursuivi que grâce à la mort de l'ancien Préfet du Nord.

Dernièrement, le loi d'amnistie le fit bénéficier d'un non-lieu à propos d'injures lancées contre un conseiller de la minorité dans l'exercice de ses fonctions.

Meis, c'est là de la politique. Or, il est triaté à dire que M. Guyot ne sait pas écrire un entrefilet dans un journal sans attaquer, non pas un adversaire dans ses opinions, mais sans chercher à le froisser dans ses sentiments les plus intimes et à faire intervenir des tiers et même des femmes dans ses procédés de discussion.

Ses amis trouvent cela très bien; malheureusement, pour M. Guyot, il y en a d'autres qui ont peut-être l'esprit mal fait, mais qui trouvent la chose très mal et se croient autorisés, par la publicité donnée à ces attaques, à les juger et à les apprécier comme elles le méritent.

En présence des agissements de M. Guyot, la population de Croix n'a donc pas été surprise l'autre jour de la petite rossée qui lui a été administrée.

Sans chercher à se rendre compte du pourquoi, chacun se disait: « C'est bien fait, Guyot ne l'e pas volé! »

Il parait que les malheureux s'étaient bien battus; du moins il le prétend aujourd'hui, car le jour même de la rencontre, il faisait dire à Croix qu'il avait laissé son adversaire mourant sur le pavé.

On affirme aussi qu'il veut faire juger les coups qu'il a reçus, par le tribunal.

Nous n'avons pas de conseils à donner sur cette occurrence; néanmoins, il sera facile, croyons nous, au témoin de M. Guyot de mettre les rieurs de son côté et d'intéresser les magistrats à la situation faite aux habitants de Croix par un homme qui se croit permis de violer les secrets de familles, d'injurier tout le monde, qui ne peut supporter la moindre critique de ses articles et qui, lorsqu'il n'a reçu le châtiment, gémit comme un enfant: « M'sieu, M'sieu, y m'a battu! »

Il s'est battu; mais, qui oserait dire que cela ne devait pas lui arriver.

Un habitant de Croix.

Conseil Municipal. — Séance du 15 Février. — Nous n'avons pu faute de place, reproduire plus vite le compte rendu de cette séance mémorable qui a été fertile en incidents piquants, comme nos lecteurs pourront en juger.

Florimond, après avoir donné le temps aux bons frères d'arriver, déclare la séance ouverte et ordonne ensuite la lecture du procès-verbal, rempli à dassein d'inexactitudes et de propos contraires à ce qui s'est dit à la séance précédente.

Cette lecture terminée, grave et majestueux, le grand chef demande au Conseil s'il y a des observations à formuler.

Notre ami Dubourg, à qui la parole est accordée, se met à tuyaquer dur et ferme à propos de questions embarrassantes, et finalement il se voit refuser les rectifications demandées et leur insertion au procès-verbal (Première irrégularité).

Aussitôt le premier article abordé, ce conseiller fait remarquer que, conformément à la loi, on est tenu à chaque session, de nommer parmi l'assemblée, un secrétaire de séance. Nouveau refus illégal, car le camarade Dujardin est voué pour cette fonction à l'immobilité jusqu'à la fin de son mandat, tout comme les sénateurs!!!

Arrive la question du personnel enseignant, qui soulève une discussion assez vive. Notre ami Delporte, prenant la défense de ces fonctionnaires, entend dire du côté de la majorité, que les instituteurs ne sont jamais contents et que le charbon est augmenté pour tout le monde. A ce moment, le camarade Watteau Martiel, s'écrie de sa petite voix fluette: « On n'a qu'à supprimer le budget des cultes, » chose qui aurait pu l'incommoder à une certaine époque de son existence, lorsqu'il habitait le quartier du vieux Créchet. Aussitôt cet interruption lancée, l'air de la salle s'épaissit sur les épaules qui se trouvaient de ce fait, presque tous incommodés. La raison de cette indisposition subite fut bien vite expliquée. C'était Martiel qui, tel un bouclier, brandissait ses bottines (sic) au dessus de ses camarades. Pour lors c'était pas du chiquémeis une bonne prise.

On aborde ensuite la question d'un bulletin communal qui coûtera 300 fr. par an et qui servira surtout à insérer les propositions de la majorité, tout en ayant soin de laisser dans l'ombre les protestations de la minorité. C'est ce que Deleporte fit remarquer, en disant que tout le monde avait accès à la mairie pour la consultation des délibérations.

L'adjoint Lecrinier, qui veut que tout se fasse au grand jour, (auf les tuyaux), appuie cette question, et Napoléon qui voit poindre dans toutes les discussions les cornettes blanches de sa sœur, s'écrie: « Encore 300 fr. qu'elle n'auront pas! »

Nos collègues collectivistes, qui ont à cœur de remplir leur programme, passent à la question des bains publics. La minorité combat cette proposition en offrant de demander aux électeurs par la voie du referendum s'il y a nécessité de procéder à cette création, qui va grever les finances de la ville. Le maire qui tient à ses beins, répond « que cela se fera malgré tout; que les électeurs connaissent leur programme, par conséquent, ils les veulent aussi. Ça coûtera 30 à 40,000 fr. mais je m'en contre f... » Les contribuables une fois de plus sortiront leur belle galette, et les baignoires se regarderont entre-elles; il y aura toujours des frères et sœurs de casés.

Espérons que cette création inutile à Croix, qui est même combattue par certains conseillers collectivistes, sera soumise à une enquête administrative, qui ne peut manquer d'être ordonnée, et, nous engageons tous les contribuables qui voient de jour en jour leurs charges augmenter à protester contre une telle innovation. L'exemple de Roubaix est concluant puisque ces établissements sont en déficit, malgré le nombre imposant des habitants de cette dernière ville.

Le clon de la comédie municipale a été le défaut de Jules Guesde par ses amis propres, et provoquée par Deleporte, qui reprenait à son compte une proposition du grand pontife collectiviste, faite par lui à la Chambre des députés, avant le veate que lui fit endosser le vaillant député de Roubaix, M. E. Motte.

Les membres de la minorité, refusèrent à l'issue de la séance de signer le procès-verbal pour cause d'inexactitudes.

Un Conseiller de la minorité.

Lettre Municipales

Croix, le 3 Mars 1901.

Il y a quelques jours, au sujet de la polémique engagée à propos d'une canalisation, le maire me faisait avertir de lui rapprocher un acte administratif illégal, ce que je n'ai pas eu de peine de lui démontrer, par les explications fournies et rigoureusement exactes, et malgré toute la série de calculs erronés qu'il fit publier, dans le but d'effacer le mauvais impression produite.

Mon principe est de ne jamais attaquer personne sans que les faits visés ne soient empreints de la plus entière vérité: c'est ce que je ferai encore aujourd'hui, et, une fois de plus, j'aurai répondu à son défi, en nerrant les faits qui suivent, découvrant ainsi la partialité révoltante du maire à l'égard des membres de la minorité.

Dans une des précédentes séances, le citoyen Watteau, désirant profiter des avantages accordés à nos collègues de Lille, Roubaix et Tourcoing, proposa d'adresser à la Compagnie des tramways, une demande à l'effet d'obtenir une carte de circulation pour chaque Conseiller.

La lettre, rédigée d'avance, fut signée par tous les membres de la municipalité indistinctement.

En réunion du 5 décembre, mon ssi Mulliez demanda à M. le maire ce qui lui avait été répondu. Ce dernier nous donna connaissance d'une lettre de la Compagnie, disant que les clauses du cahier des charges, lui permettait de ne délivrer qu'une carte par 1,000 habitants. Comme à Croix, il y avait déjà neuf cartes en circulation, on ne pouvait en accorder que cinq: total 14 cartes pour 14,000 habitants.

En cette affaire, tout le conseil et notamment le citoyen Trnpin, fut d'accord pour déclarer qu'il ne fallait rien accepter, tous les membres ne pouvant en profiter; ce qui fut fait.

Contrairement à ce qui avait été décidé, le maire se fit remettre par la Compagnie 4 nouvelles cartes et rendit les 9 cartes anciennes; ces cartes furent attribuées à chacun des conseillers de la majorité. Donc je dis ceci, et je crois que tous les gens impartiaux sans distinction d'opinion seront de mon avis, c'est que nous, minorité, sommes à la mairie au même titre que nos collègues de la majorité, qu'il était du devoir strict et loyal du maire d'attribuer par voie de tirage au sort les 14 cartes restant le maire et les adjoints en ayant une de droit.

Si, au lieu d'agir par des moyens aussi déloyaux qu'indélicats, l'opération avait été faite de cette façon, le sort aurait pu quand même ne pas nous favoriser, mais nous n'aurions eu qu'à nous incliner, sans être obligés de reprocher au maire, son manque de savoir vivre vis-à-vis de ses collègues.

Cette affaire est loin de nous surprendre; mais nous nous plaignons à constater que, contrairement à Croix, le majorité du Conseil municipal de Roubaix fait preuve vis-à-vis de la minorité d'un esprit moins étroit.

Voilà donc un défi de relevé, et peut être pas le dernier.

Ce plat assaisonné de la sorte ne sera probablement pas du goût de M. Desbarbieux! Je le regrette beaucoup pour lui.

Pour la minorité, J. DUBOURG, Conseiller Municipal.

L' duel du Brésilien d' Crox

Y paraîtrot que l'Brésilien, L'semsin' passée y e ou des cloques, Unn' pair' de cops d'pids dans les reins, Et sur sin nez inn' pair' de maquea! Je n'vins pos vous dir' que ch'est bin, Pasqué mi j'n'im' poe les batallas, Mais tchan qu'in baffa d'us les gins, Et qu'in r'chot un' pile magistrale, Bé! j'trouff' qu'in a loqu' sin mérite Et qu'in s'foq' à cry: tchitte. Si n's'agiroit qu'd'ète Secrétaire Et Brésilien

Pour avoir l'drot de n'pos s'taire Et pouvoir insulter les gins, F'saut avouer qu'cha s'rot trop beau Et qu'cha n'prindra pos, Mème à Crox.

Mais, vrai, sti qui a copé l'filet Au Secrétaire du Mair' de Crox, Y n's pos d'è wetti for' prêt Et y dot n'd'avoir copé d'trop, Car y habell' avovent d'travers Et y metrot l'mont à l'invers, Sid' t'pms in temps in n'diroit pos Halle Pirre, au Brésilien d' Crox. Y a d'ja mentchi d'aller au clo, Da qu'y arrot eu des z'harcota Pour avoir inaulté un homme Que tertous connot sans qu'je l'omme, Mais vous savez qui a réussi A profiter de l'amistie, Mais y a eu tort d'erqueminch, Car l'derni qui a insulté, N'e pos eu peur d'aller l'trouver (Quo qu'in diche l'Égalité) Et l'Brésilien y a d'ù sentir Que ch'est alof dur de mintir, Surtout tchan qu'in mint pos les auttes Mais qu'in erchot tous les calottes.

In dit qu'y s' déposé un' plainte Cha ch'est a'n'affaire, Mais l'Brésilien n'eat pos à plainte, Bin du contraire. Y n'e loqu'eu chin qu'y avot bon, Ach'teur à l'occasion, Avant d'traiter les gins et dir' des mintirias, Y erwettra à deux fos, peur d'acor éte metchi.

PARIS & DÉPARTEMENTS

PARIS

Les congrès de la Paix. — On se souvient qu'il y a deux ans les puissances européennes avaient envoyé chacune un délégué à un Congrès de la Paix, organisé à La Haye par le gouvernement hollandais. Nous ignorons quel est le sentiment de nos lecteurs à ce sujet. Quant à nous, est-ce le fait d'observations, d'études ou tout autre motif, toujours est-il, c'est que ce n'est jamais sans quelque appréhension que nous entendons parler de paix.

Il semble que la guerre ne soit jamais plus proche que lorsque les peuples font des manifestations pacifiques.

En 1868, un congrès de la paix se réunissait à Londres; trois mois avant la guerre, Napoléon III laissait afficher dans toutes les communes: « L'Empire, c'est la Paix! » et la guerre éclata tout à coup donnant ainsi un démenti aux utopistes, aux rêveurs et aux hommes d'Etat.

Il y a deux ans, congrès de la paix à La Haye, et quelques mois après, l'Angleterre, foulant aux pieds les décisions du congrès, déclarait la guerre au Transvaal.

Aujourd'hui, on revient encore de toutes parts sur cette question. A Paris, un banquet des amis de la paix eut lieu sous la présidence de M. Jean Bourgeois, et l'on s'y entendit prophétiser de Michelet: « Au vingtième siècle, la France déclarera la paix au monde. »

En Amérique, à l'occasion de l'anniversaire de la naissance de Washington les amis de la paix ont assemblé la constitution définitive, ainsi que la prochaine inauguration à La Haye de la Cour permanente d'arbitrage qui, dans la pensée des congressistes, doit régler les conflits internationaux.

Bref, partout, on ne parle que de la paix, et cependant les hommes sont de plus en plus acharnés les uns contre les autres.

On se bat au Transvaal; on se tue en Chine; on se mange le nez, quand on ne peut se tuer. En vérité, tous ces congrès de la paix paraissent être une comédie jouée par des Etats qui ont l'arrière pensée de rouler les autres.

ÉTRANGER

TRANSVAAL

Au Transvaal, rien de particulièrement intéressant à signaler cette semaine.</